

## ATTENTATS TERRORISTES, ASSASSINATS POLITIQUES, CONTESTATION SOCIALE...

# La Tunisie sur une poudrière

**Assassinats politiques, attentats terroristes, grogne des forces de sécurité, démissions collectives des députés de la Constituante et manifestations dans la rue. La situation ne tient qu'à un fil en Tunisie voisine où les sorties médiatiques des dirigeants de la troïka au pouvoir ne sont pas faites pour désamorcer ce cocktail explosif...**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Si elle couve depuis presque une année à cause des tiraillements qui minent l'Assemblée nationale constituante (ANC), retardant l'adoption de la constitution postrévolutionnaire, la crise politique que traverse la Tunisie s'accroît à coup d'assassinats de membres de l'opposition et d'attentats terroristes.

Une tension dont la responsabilité n'est toujours pas établie, les hypothèses formulées par l'opposition accablant Ennahdha (parti islamiste au pouvoir, ndlr) au moment où le gouvernement en exercice crie au complot des «résidus» de l'ancien régime.

Le ministre de

l'Intérieur, M. Lotfi Ben Jeddou a confié hier, à la radio Mosaïque FM que «la liste de personnalités menacées d'assassinats est longue. Elle inclut des politiques, journalistes, intellectuels et même des membres du gouvernement, dont il fait partie et que son département a renforcé la garde rapprochée des ministres menacés mais, reste incapable d'assurer la sécurité pour tout le monde».

Or, le tout dernier attentat du mont Chaâmbi, où neuf militaires ont été tués ce lundi dans une embuscade tendue par un groupe terroriste près de Kasserine, est venu saper le moral des troupes stationnées loin des turpitudes

de Tunis. «Ce que nous venons de vivre à Kasserine est une catastrophe ! Du jamais vu dans l'histoire de la Tunisie. Ça suffit ! Que les politiques qui s'entretuent pour le pouvoir viennent voir dans quelles conditions nous travaillons ici, livrés à nous-mêmes sans équipements !», a déclaré à la télévision publique le chef de la police judiciaire dans cette ville, M. Youcef Benyoucef.

L'émotion était aussi palpable du côté du directeur de l'hôpital régional de Kasserine, M. Salah Amri qui a précisé au même média que trois des neuf militaires ont été égorgés. A Tunis, ce sont ainsi les députés démissionnaires qui battent le pavé devant le siège de l'ANC, au Bardo. Ils tiennent depuis maintenant quatre jours un sit-in et réclament la dissolution de l'ANC.

Parmi ces élus soixante-et-onze se sont, en effet, retirés, soit près du tiers. Ils ont constitué une coalition de l'opposition, baptisée

Front du salut national, qui a rallié à sa cause la plupart des formations politiques de la gauche en dehors de la troïka et à l'exception de la toute puissante UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens, ndlr).

Cette dernière, si elle a appelé à la composition d'un nouveau gouvernement «de compétences autour d'une personnalité nationale consensuelle», s'est opposée à la dissolution de l'ANC. De quoi décevoir l'opposition et faire le bonheur de la troïka au

pouvoir ? Forte de 500 000 adhérents et d'un capital sympathie chez la population, l'UGTT est un élément stabilisateur et ne risque, néanmoins, pas d'atténuer la volonté des coalisés, de plus en plus déterminés à venir à bout de la troïka au pouvoir.

L'escalade de la violence les conforte dans leurs analyses et le gouvernement d'Ali Larayedh ne fait rien pour les calmer. Se



Escalade de la violence en Tunisie.

drapant dans un discours conspirateur, il donne l'impression de s'accrocher à son poste, à défaut d'être ferme.

Certes, Aqmi, Al-Qaïda au Maghreb islamique, a démenti son implication dans l'attentat de Djebel Chaâmbi dans une vidéo diffusée sur la Toile par le biais de l'un de ses «cheikhs» algériens, Ahmed Abou Abdallah El Jijeli en l'occurrence, qui s'est référé

aux «orientations» d'Ayman Zawahiri, menaçant «les gouvernements postrévolutionnaires».

Il n'en demeure pas moins que la Tunisie reste un terrain de prédilection pour la nébuleuse, traquée en Algérie et au Sahel, pour venger ses déboires. L'Etat étant faible, le wahhabisme gagnant du terrain et la Libye voisine fournit des armes à bas prix.

L. H.

## SOLUTION À LA CRISE EN ÉGYPTTE

# L'Union européenne se propose en facilitateur

**L'Europe tente de reprendre pied en Égypte. L'Union européenne se propose pour le rôle de facilitateur pour désamorcer une crise aux conséquences imprévisibles. En visite au Caire, la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a pu rencontrer et discuter pendant 2 heures avec le président déposé Mohamed Morsi, toujours en détention dans un lieu gardé secret.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - La chef de la diplomatie européenne, dont c'est la seconde visite en Égypte, depuis la déposition de Mohamed Morsi, a rendu compte, avec une extrême parcimonie, de son entrevue avec le président déchu. Elle s'est limitée, à vrai dire, à un descriptif de l'ambiance qui a prévalu, se retenant de siffler le moindre traître

mot sur le contenu de l'entretien.

En conférence de presse, animée mardi au Caire, Catherine Ashton a confirmé avoir rencontré Mohamed Morsi durant la veille, de nuit, pendant 2 heures, et que ce dernier «allait bien» et «avait accès aux informations», à travers les journaux et la télévision.

La diplomate européenne s'est refusé à divulguer le lieu de

détention de Mohamed Morsi. Tout ce que l'on sait est qu'elle s'y est rendue à bord d'un hélicoptère militaire.

Catherine Ashton a respecté scrupuleusement le deal passé avec les autorités de transition en Égypte qui, contrairement à sa première visite, lui ont permis de rencontrer le président déposé.

La diplomate européenne a évoqué un rôle se limitant «à faciliter l'échange d'idées» entre les parties en conflit. Elle a réfuté qu'elle était venue avec un plan ou une initiative européenne particulière. Ce qui revient à comprendre qu'elle était partie en exploratrice des possibilités de

compromis politiques entre les Frères musulmans et leurs opposants. «Je suis venue voir ce qu'un terrain d'entente pourrait être et essayer de trouver des éléments sur lesquels bâtir une certaine confiance.»

Catherine Ashton a eu à rencontrer les autorités de transition mais aussi les représentants des Frères musulmans. Ces derniers se sont montrés réfractaires à tout compromis avec leurs adversaires. Pour eux, la principale revendication demeure la remise sur «le trône» de leur président déchu. Ils ont fait savoir à Ashton qu'ils maintiendraient leur occupation des places publiques au

Caire et qu'ils manifesteraient de nouveau. Une sorte de défi qu'ils opposent au ministre de l'Intérieur, le général El-Sissi qui avait annoncé samedi dernier, suite aux affrontements qui ont fait 76 morts, qu'il allait entamer prochainement la dispersion des rassemblements.

La France, à travers son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a appelé mardi à la libération de Mohamed Morsi et de l'ensemble des prisonniers politiques. Le chef de la diplomatie française a appelé également à mettre un terme au climat de violence qui règne en Égypte.

S. A. I.

Publicité

**SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

**LE MINISTÈRE DE LA PÊCHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ORGANISE**

**5<sup>ÈME</sup> SALON INTERNATIONAL DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE**

**- SIPA2013 -**

**DU 06 AU 09 NOVEMBRE 2013**

**Au Centre des Conventions d'Oran - Mohamed Ben Ahmed -**

*Pour toute information concernant la participation et les inscriptions, prendre contact avec :*

**- LE CENTRE DE CONVENTIONS D'ORAN -**  
www.ccoran.com/e-mail : sipaoran@gmail.com  
Tél/Fax : +213 41 62 11 02

**- LA CHAMBRE ALGERIENNE DE PÊCHE ET D'AQUACULTURE**  
www.capa.org.dz/ e-mail : contact@capa.org.dz  
Tél/Fax : +213 23 21 66 38

**NB : La date limite pour les inscriptions est fixée au 30 septembre 2013**